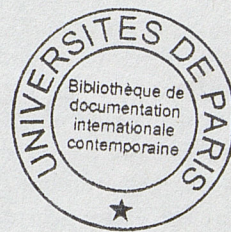


bulletin hebdo



L'extrême-droite veut le pouvoir

Managua, 9 novembre (ANN). La région V, au centre-est du pays, est depuis quelques jours le théâtre d'un véritable coup de force de l'extrême-droite : routes coupées en direction de Rama, Nueva Guinea et San Carlos, menaces de mort aux sandinistes, mouvement séditieux des élus locaux de l'UNO qui ont rapidement pris la direction des opérations, soutenus publiquement par certains députés en pleine Assemblée nationale et par la hiérarchie catholique. C'est leur propre gouvernement que menacent les secteurs extrémistes, derrière Virgilio Godoy et le Conseil supérieur de l'entreprise privée, exigeant la destitution de certains ministres et le départ de l'armée et de la police.

Tout a commencé le 1er novembre avec les barrages installés par des groupes de contras, disant obéir aux ordres de leur leader *Ruben*, à plusieurs niveaux de la route qui mène à El Rama, en direction de la Côte atlantique. Ils réclament une assistance économique, des terres, et le retrait de la police et de l'armée de la région. Rapidement, certains élus locaux se solidarisent et appellent leurs militants à renforcer les barrages, qui ne laissent passer aucun véhicule.

Dans son homélie du dimanche 4, le cardinal Obando déclare la situation préoccupante et lance un vague appel à la concorde, tout en permettant à un groupe de contras d'occuper son église, où ils entament une grève de la faim. Sur la porte de l'église, une pancarte : "Hurtado assassin". Le ministre de l'Intérieur, accusé d'avoir fait tirer sur un groupe de contras alors qu'ils voulaient s'emparer du poste de police de Yolaina (département de Nueva Guinea) la semaine dernière, est une des cibles de l'extrême-droite, qui lui reproche de faire le jeu des sandinistes ainsi que le ministre de la présidence, Antonio Lacayo.

Au fil de la semaine, le mouvement se durcit et s'étend. La contra occupe les édifices publics de Bluefields et Corn Island, sur la Côte atlantique, et contrôle la radio locale. 18 maires de la région V, sous la houlette de Monseigneur Vega, l'évêque de Juigalpa récemment rentré d'exil, forment le "Mouvement civique pour sauver la démocratie". Les fidèles de Juigalpa, appelés par leur prélat à "en finir avec le totalitarisme", se lancent dans les rues brandissant une image du Christ et aux cris de "A mort les sandinistes", avant de barrer l'accès à la ville. Un enfant meurt

faute de pouvoir atteindre l'hôpital. La ville de El Rama, isolée et paralysée, vit une situation tendue : les maisons des sandinistes sont lapidées, des tirs se font entendre en permanence, les commerces sont fermés. Rien ne peut désamorcer la violence, ni la visite de l'ancien leader de la contra, *Franklin*, venu parler aux dirigeants locaux de l'UNO pour tenter de les convaincre de lever les barrages, ni celle du ministre de l'Intérieur que les maires n'ont même pas voulu rencontrer, affirmant qu'ils n'accepteraient de négocier qu'en présence de V. Godoy, pas plus qu'ils n'ont répondu à la convocation de la présidente Chamorro le 8.

SOMMAIRE

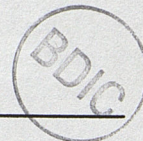
Une société à la dérive

Le jeu des alliances

Un procureur au banc des accusés

L'arme du pétrole

L'humour est en deuil



60 P 11481

Une fois de plus, ce ne sont ni le FSLN, dont les représentants locaux multiplient les appels au dialogue et à la modération, ni les organisations de masse qui provoquent la destabilisation, mais certaines tendances au pouvoir encouragées par l'attitude complaisante du gouvernement. Aujourd'hui le ton a monté et, prenant prétexte de ce que le gouvernement ne tient pas ses engagements vis-à-vis de la contra, l'extrême-droite passe aux actes. Elle exige l'élimination de l'armée et de la police, la destitution des ministres de l'Intérieur, de la présidence et du chef des Forces armées, Humberto Ortega et le renforcement du pouvoir de Virgilio Godoy. En un mot, elle veut le pouvoir et, pour ce faire, menace, de fait, de s'appuyer sur les armes.

Les secteurs durs du patronat digèrent mal les accords de concertation, dont ils se sont eux-mêmes exclus et leurs alliés n'ont pas été difficiles à trouver : les réactionnaires de la hiérarchie catholique - le 8 novembre, la Conférence épiscopale émettait un communiqué selon lequel "l'Eglise accompagne le peuple dans ses justes revendications" -, les élus godoyistes dont certains n'ont pas hésité à soutenir la sédition en pleine Assemblée, et leur bras armé, les récalcitrants de la contra derrière leur leader *Ruben*.

Daniel Ortega, en visite à Mexico, a dénoncé cette tentative de renversement du gouvernement et a révélé que des groupes de contras et des armes entrent au Nicaragua depuis le Honduras. L'information a été confirmée par le chef des Forces armées H. Ortega. Le gouvernement, de son côté, s'est exprimé à travers les déclarations d'A. Lacayo, condamnant les actes de violence mais sans proposer de solution, et l'allocution de la présidente Chamorro qui a une fois de plus assuré que "les promesses seraient tenues". Le cardinal Obando, alimentant la campagne de l'extrême-droite selon laquelle le gouvernement est encore sous la tutelle des sandinistes, a suggéré au cours de son sermon de dimanche dernier que "Violeta Chamorro n'avait peut-être pas vraiment le pouvoir".

Aujourd'hui, les instigateurs de la violence et de la destabilisation ont mis carte sur table : ils réclament le pouvoir et menacent par les armes. Tout se joue maintenant entre ces secteurs nostalgiques du somozisme et le gouvernement. Face à la menace d'un coup d'Etat, celui-ci a peu de temps pour faire la preuve qu'il tiendra ses engagements et qu'il est prêt à mettre tout en oeuvre pour faire respecter le droit et les institutions.

UNE SOCIÉTÉ A LA DERIVE

Managua, 6 novembre (ANN). Managua n'est plus une des capitales les plus tranquilles d'Amérique latine, dans laquelle on pouvait sans peur sortir le soir. Aujourd'hui, on presse le pas dès que la nuit tombe et le re-

tour chez soi est devenu un problème pour les milliers de travailleurs-étudiants qui suivent des cours du soir. Maisons dévalisées, attaques à main armée - jusque dans les voitures arrêtées au feu rouge -, affrontement mortel entre bandes, la délinquance est devenue une préoccupation. Il faut même se méfier désormais - chose absolument nouvelle - des enfants qui proposent de surveiller votre voiture sur les parkings : si vous refusez, vous prenez le risque de retrouver un pneu crevé.

CRISE DES VALEURS

Certes, la délinquance existait avant. Mais, durant les premières années de la Révolution, la vigilance nocturne, que les Comités de défense sandiniste (CDS) organisaient dans les quartiers dans le but de prévenir toute action de destabilisation, dissuadait aussi les délinquants. Au fur et à mesure que l'activité des CDS a décliné, les délits ont augmenté et la crise économique, surtout à partir de 1988, a accéléré le phénomène. Le gouvernement sandiniste avait essayé d'apporter des solutions, entre autre en créant le Mouvement des jeunes, sous le contrôle de la Jeunesse sandiniste. Ce mouvement avait réussi à attirer les bandes de délinquants, qui, dans les quartiers, en étaient les leaders et se battaient pour leur revendications spécifiques. Un des aspects les plus intéressants a sans doute été l'établissement de mécanismes de communication entre les délinquants et la police.

Aujourd'hui, la crise économique est considérablement plus profonde et le travail se fait rare. Pour beaucoup, la seule solution est de devenir commerçant illégal - pour ne pas payer d'impôts - ou de faire de la contrebande. De là, la crise aidant, il est facile d'en venir à des transgressions plus graves, comme vendre un appareil qui ne marche pas, ou voler les pièces de celui qu'on vous donne à réparer.

Parallèlement, la société n'a plus de projet et chacun essaie de sauver sa peau. Le pouvoir lui-même en donne l'exemple : l'heure est à l'individualisme, à l'enrichissement personnel rapide. Un quotidien d'opposition a même fait part de soupçons pesant sur une dirigeante de l'UNO, accusée de contrôler une partie des réseaux de la contrebande et du marché noir du dollar, qui sont liés. Par ailleurs, les lois et le droit perdent de leur poids dans un pays où le gouvernement ne respecte pas les engagements qu'il prend publiquement en signant des accords.

Il y a crise des valeurs. Le sandinisme, même si l'on peut lui imputer des erreurs, avait mis en oeuvre un projet économique et social qui allait dans le sens de la justice. Il était porteur de valeurs, comme la solidarité et l'amour, traçant des limites plus difficile à transgresser. Aujourd'hui, la droite accompagne son discours néolibéral des valeurs traditionnelles de l'Eglise. La publicité chante la gloire du nouveau système qui "reconnait la valeur personnelle et celle de la propriété" et pour lequel "l'or, c'est le pouvoir". La charité a remplacé la solidarité,

et les médias officiels ne manquent pas de signaler les chefs d'entreprise qui font des donations aux hôpitaux.

Il est douteux que cela soit suffisant. L'Eglise latino-américaine, à l'origine, répondait au besoin d'un appareil idéologique justifiant l'exploitation et la répression et destiné à en alléger les effets par la promesse du Paradis en échange de l'obéissance. Au Nicaragua, qui sort de 45 ans de dictature, on a souvent l'impression que cela a principalement abouti à l'acceptation de la double morale: les valeurs religieuses fonctionnent surtout dans le discours. C'est d'ailleurs pourquoi, face à cette Eglise, beaucoup de chrétiens se sont engagés dans la Révolution, voyant dans le projet sandiniste la possibilité de mettre en oeuvre la parole de l'Evangile. Un retour aux valeurs traditionnelles pourra peut-être conduire certains à la résignation, mais empêchera difficilement la décomposition sociale qui se manifeste déjà.

BALLES PERDUES

Un autre phénomène contribue à la peur. En moins de quinze jours, trois véhicules circulant la nuit se sont fait cribler de balles, apparemment sans raison. Un des cas retient particulièrement l'attention. Il s'agit d'un jeune, fils unique d'une famille bourgeoise sans histoire, que les tueurs attendaient sur la route menant à Masaya et qui, très probablement, a été pris pour quelqu'un d'autre. L'enquête n'a toujours pas abouti mais le quotidien *El Nuevo Diario* a reçu plusieurs appels anonymes révélant que les tueurs attendaient un trafiquant de drogue avec lequel ils avaient des comptes à régler. En effet, et c'est un autre symptôme, les affaires de drogue se sont multipliées depuis avril. Si l'informateur du *Nuevo Diario* a dit vrai, ce qui n'est pas prouvé, on en serait donc arrivé à une guerre des gangs.

La violence politique est un autre aspect de l'insécurité. Les victimes des assassinats sont presque toujours des sandinistes. Ce n'est pas nouveau, mais avant le phénomène concernait surtout les zones de guerre. Aujourd'hui, aucune région n'est épargnée; le dernier en date de ces crimes a eu lieu le 5 novembre à Masaya. Les assassins sont rarement identifiés; il peut s'agir d'anciens contras, de militants d'extrême-droite isolés ou organisés dans les fameuses "brigades de salut national" créées par le courant dirigé par le vice-président Virgilio Godoy lors de la grève de juillet.

Les attentats constituent par contre une nouveauté. On en a enregistré trois depuis six mois: contre *Radio Corporación* (de droite), contre la radio *La Primerísima* (sandiniste) et contre la maison du délégué du ministère de l'Intérieur à Matagalpa, Jaime Cuadra. Si ce terrorisme devait prendre plus d'ampleur, nul doute que les mesures pour le combattre n'iraient pas dans le sens des libertés. Il n'est pas difficile de savoir à qui profiterait un chaos propice à tous les durcissements et à tous les coups d'état.

C'est ainsi que le Nicaragua risque de redevenir petit à petit un pays latino-américain comme les autres...

LE JEU DES ALLIANCES

Managua, 6 novembre (ANN). Après la signature des accords de concertation, les feux de l'actualité se sont tournés davantage vers l'Assemblée nationale, qui discutera bientôt une réforme de son règlement. La session actuelle se termine fin décembre et, en janvier, le parlement devra élire un nouveau bureau. Le bureau actuel, dans lequel le FSLN a des représentants, a été élu fin avril grâce à une alliance tactique entre le groupe sandiniste et celui des alliés d'Alfredo César. Mais depuis, les choses ont changé.

Fin avril, le Conseil Politique de l'UNO, sous la direction du vice-président Virgilio Godoy, représentait une force réelle. Depuis, A. César a progressivement affaibli le pouvoir de V. Godoy sur les 14 partis de la coalition en utilisant son influence sur le gouvernement. Ceux qui maintiennent une position de confrontation avec la présidente Chamorro courent le risque d'hypothéquer leur avenir politique. Un député libéral, cité par le quotidien du FSLN *Barricada*, explique: "Si, comme député, je ne peux même pas obtenir un poste pour une institutrice, qu'est-ce que je fais ici?". Les bureaux d'A. César à l'Assemblée sont les plus courus. C'est là que quotidiennement se règlent des problèmes comme la libération d'un prisonnier et que se distribuent des postes importants dans l'administration. Les "repentis" d'un certain poids se sont vus attribuer des fonctions officielles, en particulier dans les ambassades, ce qui a en outre l'avantage de les éloigner.

PROCHAINE BATAILLE: MIRIAM ARGUELLO

Si A. César a réussi à contenir l'offensive de V. Godoy, il rencontre aujourd'hui une opposition plus difficile à réduire, celle de la présidente de l'Assemblée Miriam Argüello. Cette conservatrice de longue date, issue d'une famille également de tradition conservatrice qui a produit des hommes politiques illustres dans l'histoire du Nicaragua, affronte aujourd'hui de sérieux problèmes dus à un certain rapprochement avec le FSLN. Tandis que le Conseil politique de l'UNO l'accuse de trahison pour avoir abandonné la confrontation avec les sandinistes, au sein de son propre parti, l'Alliance populaire conservatrice, un groupe tente de la mettre sur la touche. A. César de son côté a donné tout son appui à un mouvement qui travaille à la réunification de la famille conservatrice, aujourd'hui divisée en quatre formations, sur la base d'un appui inconditionnel à Violeta Chamorro. Le but de toute ces manoeuvres est d'isoler M. Argüello et d'empêcher sa réélection à la présidence de l'Assemblée. Actuellement, on estime qu'A. César aurait les faveurs de 42 députés tandis que seulement 10 soutiendraient M.

Argüello.

LES SANDINISTES

Dans cette situation, le groupe sandiniste, avec ses 39 députés, reste en position d'arbitre. Si M. Argüello maintient son attitude "pragmatique", comme la qualifie *Barricada*, sa réélection paraît assurée.

Un des effets les plus visibles du rapprochement entre le FSLN et la présidente de l'Assemblée a été la création d'une Commission parlementaire de concertation qui, alors que la concertation économique et sociale semblait devoir ne jamais aboutir, avait publié un texte d'un remarquable consensus, où les positions du FSLN étaient largement reflétées (voir bulletin 221).

Cette nouvelle alliance a été commentée dans *Barricada* par le député Oscar Téllez pour qui les sandinistes ont été "ingénus en pensant que le soutien à la candidature d'A. César (en avril) à la présidence de l'Assemblée allait renforcer nos positions au Parlement et améliorer notre communication avec le gouvernement". Après avoir rappelé l'opportunisme politique de celui qui a trahi le capital pour le sandinisme, puis le sandinisme pour la contre-révolution et enfin cette dernière pour s'occuper de sa carrière, il souligne qu'il est uniquement intéressé par le pouvoir et qu'il sera peut-être l'ennemi à vaincre lors des prochaines élections. En échange, M. Argüello est "une adversaire permanente et cohérente", qui s'est fait remarquer par la façon pondérée dont elle préside l'Assemblée.

La nécessité de passer des alliances tactiques pour barrer la route à l'extrême-droite met parfois les sandinistes en porte-à-faux, comme l'a démontré un vote récent. Il s'agissait d'un projet de loi, proposé par Violeta Chamorro, visant à empêcher V. Godoy d'être président en fonction en l'absence de la présidente. Seuls dix députés ont voté contre cette loi qui stipule que le vice-président ne peut assumer la présidence lorsqu'il s'agit d'une absence de moins de trente jours. Mais une telle disposition contredit formellement le texte de la constitution. Selon Roberto Larios, journaliste de *Barricada* dont la position n'est pas isolée, le FSLN a voulu voter en faveur de la stabilité mais a créé un précédent fâcheux alors que la défense de la Révolution passe en premier lieu par la défense de la constitution.

Dans quelques jours, les députés débattront des modifications au règlement de l'Assemblée. Une Commission vient d'élaborer un projet à partir de la proposition du FSLN et celle de l'UNO. Le texte qui sera proposé limite les pouvoirs de la présidence de l'Assemblée et interdit la réélection des membres du bureau. Encore une fois, le projet final est le résultat d'un consensus entre le FSLN et l'UNO.

LE PROCUREUR AU BANC DES ACCUSÉS

Par Roberto Larios

Managua, 6 novembre (ANN/Barricada). Le délai pour introduire une demande de restitution de biens devant la Commission nationale de révision des confiscations arrive à son terme (voir note). Le président de cette commission, qui est par ailleurs Procureur général de la République, Duilio Baltodano, fait l'objet d'une série d'accusations qui jettent le doute sur sa crédibilité de haut magistrat.

Deux chefs d'entreprise, Carlos Siles et Carlos Martínez, dénoncent publiquement la complicité du Procureur dans des transactions illégales à l'occasion de la restitution de deux des seize entreprises rendues par le gouvernement : l'usine chimique Borden (voir brèves du bul.221) et les Céréales d'Amérique centrale (CERSA). Les accusateurs de D. Baltodano ne sont pas précisément des sandinistes : Carlos Siles est un ancien membre de la contra, aujourd'hui journaliste à *La Prensa* et assistant d'Alfredo César à l'Assemblée nationale; Carlos Martínez est un vieil ami du défunt mari de la présidente, Pedro Joaquín Chamorro. Tous deux sont revenus au Nicaragua à la victoire de l'UNO après plusieurs années passées à l'étranger.

Dans les deux cas, le Procureur Baltodano apparaît comme impliqué dans de sombres transactions en faveur de somozistes et de délinquants de droit commun. Le bénéficiaire de la restitution de l'entreprise CERSA, Marco Zeledón, est accusé de fraude et escroquerie, au préjudice de Carlos Martínez et le Procureur est au courant de cette accusation depuis mai. Non seulement il n'a déclenché aucune action judiciaire contre lui ainsi que sa fonction l'exige, mais encore il lui a remis une entreprise, violant au passage l'engagement du gouvernement à ne pas rendre leurs biens aux somozistes déclarés.

Par contre, ce même magistrat au-dessus de la justice s'acharne dans ses poursuites contre le dirigeant de la Centrale sandiniste des travailleurs, Damaso Vargas, responsable selon lui des dommages causés à quelques véhicules au cours d'une manifestation, fin septembre.

Cultivant des amitiés utiles, D. Baltodano s'est prêté au jeu des patrons du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) qui font pression sur le gouvernement afin qu'il prolonge le délai pour réclamer les biens confisqués, ce qui ferait bien l'affaire d'un certain nombre de

Note:

Le gouvernement a décidé le jour de la publication de cet article de prolonger ce délai jusqu'à fin décembre.

somozistes qui attendent encore à Miami que la situation s'éclaircisse pour rentrer.

La double charge de Procureur général et de Président de la commission de révision semble trop lourde pour le peu scrupuleux Baltodano aux amitiés louches. Est-ce là un exemple de cette "révolution de l'honnêteté" proclamée par le gouvernement? Alors que la présidente Chamorro procède à certains changements au sein de son gouvernement, le comportement de son Procureur général devrait faire l'objet d'une attention spéciale.

L'ARME DU PETROLE

Par Raul Marín

Managua, novembre (ANN/Barricada internacional). L'Amérique centrale se retrouve sans défense face à l'augmentation des prix du pétrole et ses deux principaux fournisseurs, le Mexique et le Venezuela, voient augmenter ainsi leur influence économique et politique.

La hausse des prix du pétrole sur les marchés internationaux depuis fin juillet commencent à ébranler certains gouvernements centraméricains. Le président du Honduras, Rafael Callejas, a envoyé des troupes dans le Golfe peu avant d'annoncer une hausse de 100 % du prix du carburant, la seconde en trois mois. Le Panama a interdit pendant quelques jours le passage des bateaux en provenance ou à destination de l'Irak. Au Salvador et au Costa Rica, de forts mouvements sociaux ont répondu à l'annonce des hausses qui venaient s'ajouter à l'augmentation récente des tarifs publics. Au Nicaragua, où le carburant est vendu deux fois plus cher que dans le reste de la région, la demande a diminué de 20 % sans que le gouvernement ait à prendre de mesure particulière : le combustible est tout simplement hors de portée de la majorité de la population.

L'Amérique centrale ne dispose d'aucune marge de manœuvre pour faire face à la crise et elle est totalement dépendante de ses deux fournisseurs, le Venezuela et le Mexique. En juin, le ministre nicaraguayen des Relations extérieures, Enrique Dreyfus, est allé au Venezuela solliciter le rétablissement des livraisons de pétrole, suspendues en 1982 pour des raisons politiques. Le président vénézuélien, Carlos Andres Pérez, un des principaux appuis latino-américains de Violeta Chamorro lors des élections de février dernier, a répondu favorablement à la requête.

Les intérêts géopolitiques du Venezuela passent plutôt par les Caraïbes, couloir d'accès de l'or noir vers les Etats-Unis, que par l'Amérique centrale. Mais dans les années 70, avec l'augmentation du prix du pétrole, le Venezuela découvrait en cette région une possibilité d'ac-

croître son influence politique sur l'Amérique latine. Le canal de Panama, la révolution sandiniste, le conflit salvadorien devenaient autant de thèmes permanents de la diplomatie vénézuélienne. En 1974, ce pays instaurait un mécanisme selon lequel les pays acheteurs ne paieraient que 50 % de leur facture pétrolière, le reste étant transformé en prêts.

Le pacte de San José, signé en 1980 par le Mexique et le Venezuela, achevait de faire du pétrole l'arme suprême de la politique extérieure de ces deux pays : ils s'engageaient à se partager l'approvisionnement de toute l'Amérique centrale et des Caraïbes; chaque facture ferait l'objet d'un prêt sur cinq ans pour 30 % de son montant, et sur 20 ans si les sommes prêtées étaient converties en projets de développement.

Par ce pacte, toute une région vitale pour les intérêts stratégiques, diplomatiques et économiques du Venezuela et du Mexique se retrouvait dans une dépendance totale. Jusque là, l'Amérique centrale n'avait pas figuré au rang des priorités de la politique extérieure du Mexique. Mais, à partir des années 80, il souhaite être présent dans une région convulsée dangereuse pour la stabilité de sa frontière sud. Pourtant, le gouvernement mexicain se range encore à cette époque dans le camp de la défense des droits de l'homme et de la médiation diplomatique face à l'hégémonie des Etats-Unis. Il maintient une certaine distance vis-à-vis de la diplomatie vénézuélienne, adversaire de la Révolution sandiniste et compromise avec le gouvernement salvadorien.

Dix ans plus tard, ce sont d'autres règles qui déterminent la politique extérieure mexicaine. Le traité de libre commerce signé avec les Etats-Unis est devenu la priorité du gouvernement Gortari. Mais il semble que depuis quelques mois les intérêts stratégiques du Mexique se redéfinissent. Le président Salinas de Gortari a développé une intense activité diplomatique en direction de l'Amérique centrale, visitant le Honduras, invitant les présidents du Salvador, du Guatemala, et du Nicaragua. La négociation de la dette centraméricaine envers le Mexique et la définition de zones d'investissement intéressant le capital mexicain semblent occuper une place importante dans les discussions.

Le Pacte de San José a connu certaines modifications en 1985 : le taux d'intérêt des prêts correspondant aux 30 % des factures pétrolières ont doublé et ces 30 % se sont réduits à 20 %. De plus, les prêts à long terme destinés à financer des projets de développement ont été conditionnés: ils doivent comporter une composante vénézuélienne, destinée à stimuler l'exportation de biens et de services du secteur privé de ce pays. La dernière révision du Pacte, signé alors que la crise des prix du pétrole était déjà d'actualité, a porté le coup de grâce à sa philosophie initiale. Le Mexique et le Venezuela refusent désormais d'appliquer des tarifs préférentiels à l'Amérique centrale, les prêts seront sur six mois et à des taux commer-

ciaux. Aujourd'hui le Pacte est bien mort et les deux fournisseurs de l'Amérique centrale parient sur la crise du pétrole pour étendre leur hégémonie sur le continent latino-américain.

L'HUMOUR EN DEUIL

Managua, 5 novembre (ANN). Comment faire de l'humour sur ce qui n'est pas drôle du tout? "D'abord, il ne faut pas être bouffé par la haine; ensuite, on doit appliquer le principe de la temporalité, prendre de la distance, savoir que le moment présent sera suivi de beaucoup d'autres, différents. On peut ainsi tirer le comique de n'importe quelle situation, même de la plus dure". C'était le "truc" de Róger Sánchez, le meilleur dessinateur d'humour nicaraguayen. Il vient de mourir d'un cancer, à Managua, à l'âge de 30 ans "en se défendant jusqu'au bout par l'humour, blaguant sur la vie et sur la mort", comme témoigne Carlos Chamorro, le directeur du quotidien *Barricada* qui pendant des années a livré ses colonnes aux coups de crayon insolents de Róger.

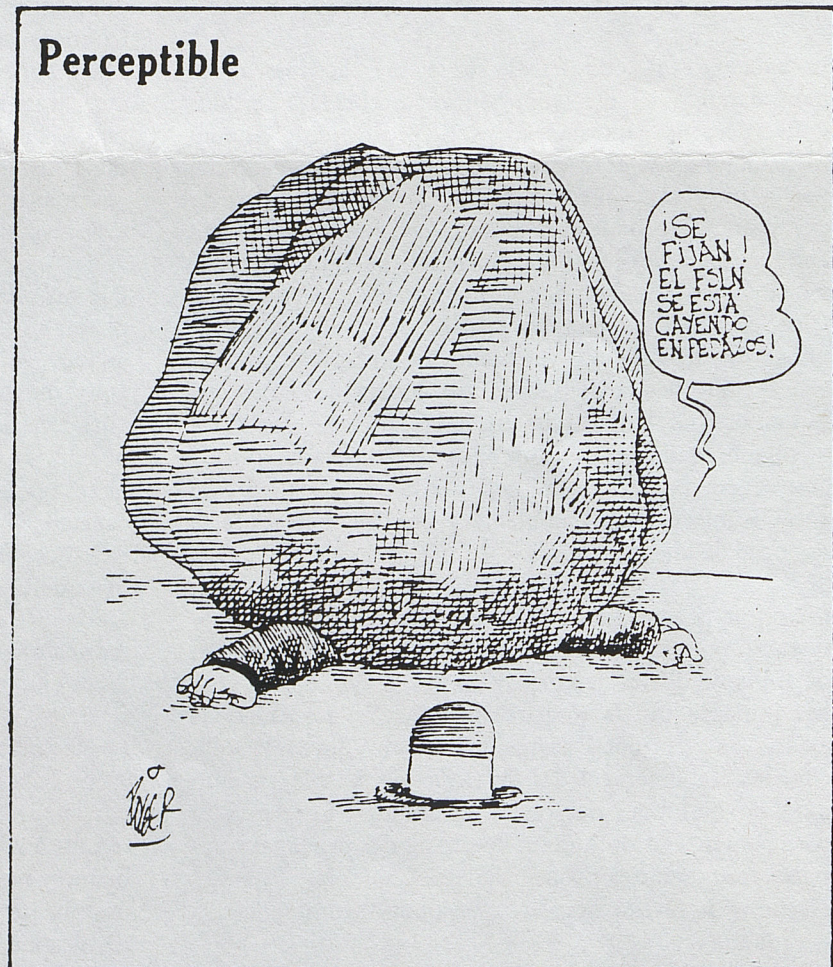
Ceux-ci n'épargnaient personne et certaines caricatures publiées dans la *Semana Cómica*, l'hebdomadaire satirique dont Róger était le directeur depuis trois ans, en ont fait s'étrangler plus d'un de fureur. Souvent contesté pour le caractère irrévérencieux ou "pornographique" de ses dessins, Róger se défendait en disant qu'il ne cherchait qu'à traquer l'hypocrisie et la double morale qui imprègnent la vie sociale et, en particulier, la sexualité. Il acceptait mal que "l'homme nouveau" des discours mette tellement de temps à se manifester et "rappelait moralement à l'ordre cette société", selon le poète Julio Valle Castillo. Il se définissait comme un "voyou de la politique", affirmant que dans la lutte idéologique, il faut de tout, une armée régulière, une irrégulière, une guérilla et des voyous.

Pour le Commandant Omar Cabezas, Róger était plus qu'un humoriste :

c'était un penseur politique qui traduisait ses concepts idéologiques ou éthiques par des caricatures. Ses thèmes privilégiés : la bureaucratie, l'autoritarisme, les rites sociaux. Ses cibles préférées : les personnages publics arrogants et ridicules. S'il ne s'est pas toujours montré tendre envers certains dirigeants sandinistes dont "la foi révolutionnaire se retrouvait prisonnière des rites liés à leurs fonctions", il s'en donnait à cœur joie depuis quelques mois pour épingler une droite qui ne brille ni par son humour ni par ses valeurs morales.

Avant d'entrer à *Barricada* en 1980, il avait travaillé à l'hebdomadaire d'extrême-gauche *El Pueblo* dont le directeur, Carlos Cuadra, se rappelle du dessinateur dont "le génie consistait à exprimer en un dessin ce que d'autres disent en dix articles et à savoir utiliser un mode de communication idéal dans une société encore peu habituée à la lecture". Plusieurs recueils de ses dessins ont été publiés en Amérique latine, en Europe et aux USA.

"L'humour national est en deuil", titrait aujourd'hui *Barricada*, qui rendait hommage aux côtés de nombreux militants et dirigeants du FSLN à l'humoriste et au camarade qui aimait la Revolution, "mais d'amour libre", précisait-il.



Regardez ! Le FSLN est en train de tomber par écailles !

EN BREF

ELEGANT. Le gouvernement Chamorro vient de décider de reconnaître Taiwan, répondant ainsi, selon de nombreux commentaires, aux vœux de Washington. La Chine populaire a réagi en rompant les relations diplomatiques avec le Nicaragua. Selon l'ancien ambassadeur du Nicaragua à Pékin, Alfredo Alaniz, Taiwan offre une aide aux pays qui la reconnaissent "mais ne tient jamais ses promesses", alors que la Chine a déjà coopéré avec le Nicaragua.

L'affaire se complique du fait que la nouvelle a été annoncée le jour où Miriam Argüello, présidente de l'Assemblée, revenait satisfaite d'un voyage officiel à Pékin où elle avait entrepris des négociations pour des investissements. Elle a énergiquement protesté à l'Assemblée contre l'exécutif qui "ridiculise le Nicaragua auprès d'un pays ami". En outre, elle estime qu'en ne la prévenant pas avant son départ de la décision qui allait être prise, le gouvernement s'est moqué du pouvoir législatif. "J'ai honte du mépris dans lequel est tenue l'Assemblée", a-t-elle déclaré.

UNE IDEE GENIALE. Le ministre de la Santé, Ernesto Salmerón, interrogé par l'hebdomadaire *El Semanario*, explique qu'il a fait enlever les grands panneaux qui invitaient à l'usage des préservatifs pour se prémunir contre le SIDA parce qu'il a en tête un meilleur slogan : "Evite le préservatif, sois fidèle à ton conjoint". E. Salmerón reste dans la ligne, celle du Vatican.

LA FAUTE AUX OUVRIERS. L'Union des artistes plasticiens a décidé de faire un procès au maire de Managua A. Alemán pour avoir fait effacer les fresques de l'avenue Simon Bolívar et celles du parc Luis Alfonso Velásquez. Pour essayer de contenir l'offensive, le maire a déclaré qu'il allait licencier les ouvriers municipaux qui tenaient les pinceaux...Il a en outre l'intention de faire d'autres fresques à la place des oeuvres détruites.

MORT D'UN SOMOZISTE. Ernesto Hidalgo, grand propriétaire terrien somoziste récemment revenu pour réclamer ses propriétés confisquées, a été tué à León. Son assassin a voulu venger son propre frère, militant sandiniste assassiné en 1978 par la Garde nationale grâce à la collaboration d'E. Hidalgo. Les habitants de León l'accuse d'avoir provoqué un massacre de jeunes et l'assassinat de la militante Arlene Siú.

EMBUSCADE. Un véhicule du ministère des Postes et Télécommunications qui transportait des techniciens est tombé dans une embuscade le 6 novembre près de Mata-

galpa. Il y a deux blessés. Les assaillants portaient des uniformes vert-olive et des fusils de guerre AK.

DEBUT DE LA FIN? Le ministre de la Sécurité sociale, Silvano Matamorros, souhaite créer, des janvier, des centres de soin pour les assurés sociaux. Le ministre de la Santé E. Salmerón, défend le système unique de santé recommandé par l'OMS dans le Tiers-Monde et qui donne priorité aux soins primaires. Il pourrait s'agir de la première offensive de ceux qui souhaitent réserver la santé aux seuls assurés sociaux -une minorité-, laissant sans protection la grande majorité à laquelle on abandonnerait quelques structures sans moyen.

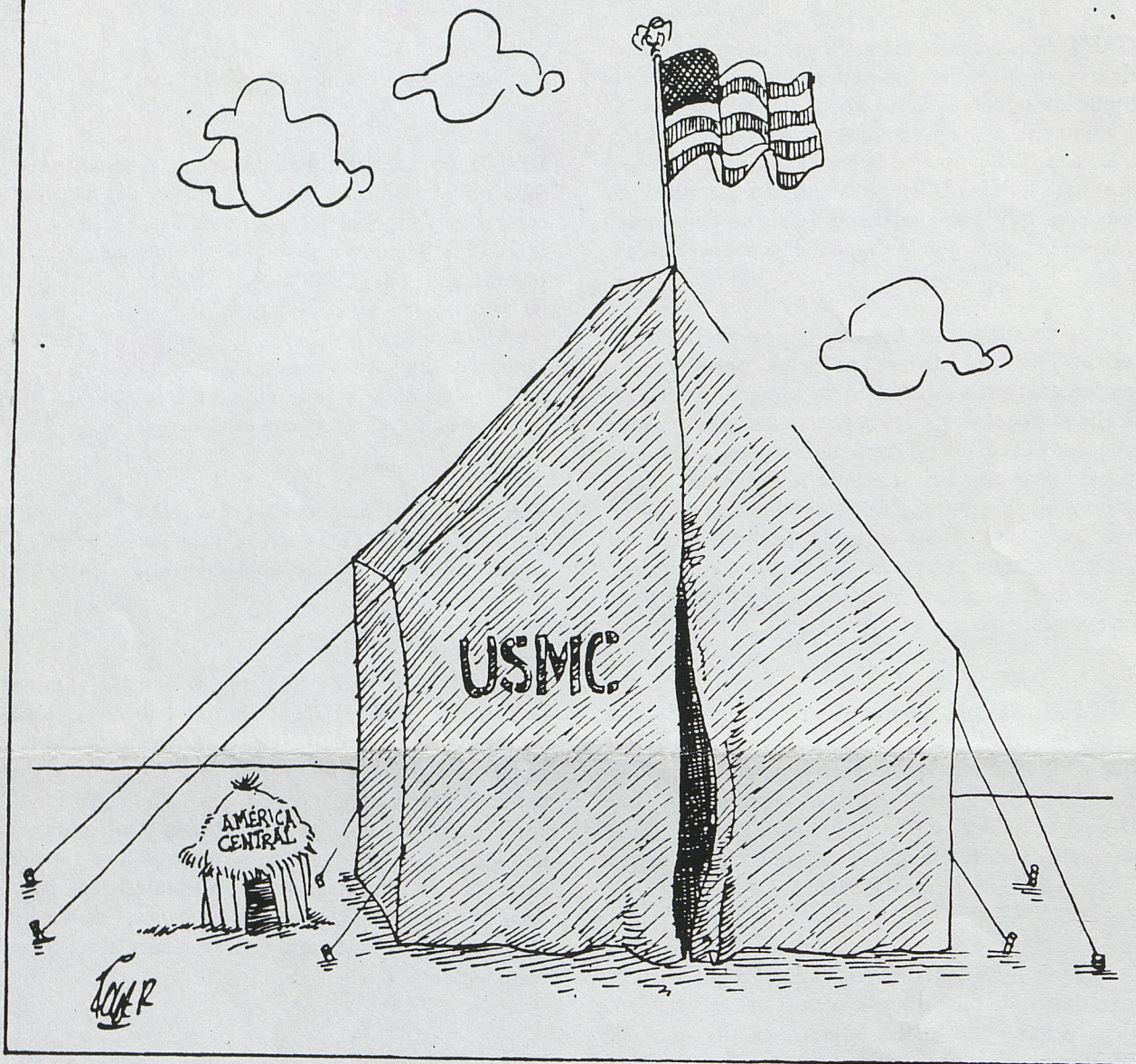
ROUGEOLE. L'épidémie de rougeole a fait 605 morts - sur 14 000 cas - au cours du premier semestre. C'est comme si en France une épidémie faisait plus de 8 000 morts...

ÇA COMMENCE. La Chambre de la petite et moyenne industrie (CONAPI) accuse le nouveau directeur de la Banque centrale, Raul Lacayo, de violer les accords de concertation. Ce dernier refuse en effet de remettre aux petites entreprises, paralysées par la crise, un fonds accordé par la Banque interaméricaine d'intégration économique, alléguant qu'il sera attribué aux entreprises rentables qui exportent depuis au moins deux ans. Les accords précisent pourtant que les activités de la petite et moyenne industrie doivent être relancées grâce à des investissements.

EL SALVADOR. Selon le quotidien *Washington Post*, le secrétaire d'Etat Bernard Aronson et l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU auraient essayé de convaincre cet organisme de la responsabilité du FMLN dans le blocage des négociations de paix, afin de pouvoir exiger de la guérilla un cessez-le-feu unilatéral. A quelques mois des élections, le gouvernement salvadorien cherche à gagner du temps en évitant de céder du terrain dans le cadre d'une véritable négociation. Sans démocratisation préalable au processus électoral, les législatives et municipales ne serviraient qu'à légitimer le pouvoir en place et à isoler la guérilla en la présentant comme une force anti-démocratique qui refuse de rendre les armes.

REDUCTION DE L'ARMEE. Le général Humberto Ortega a annoncé hier le licenciement de 5 000 cadres de l'armée, dont l'effectif passe à 28 000 hommes, le plus petit d'Amérique centrale. Les officiers auront droit à l'attribution d'un petit terrain à bâtir, à une indemnité et à l'accès à une formation.

Asentamiento



IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
 Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,
 CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.
 Coordinateur: Martin Muheim.
 Téléphone: (41) 01/382'04'66. Télex: (45) 817'585'158 com ch.
 Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA.

Au Nicaragua: ANN-Latino. Apartado 33, Zona 5, Managua.
 Rédaction et traduction: Michèle Faure, Frédérique Perrin.

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités
 de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 /
 CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paie-
 ment semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de
 votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui fi-
 gure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

14 FF
 2014 Zurich
 abonnement poste
 prioritaire à tarif réduit